

26 octobre 2006

18:10

### Le personnel soignant veut une caisse maladie unique

#### BERNE (ATS)

Les professionnels de la santé se mobilisent pour la caisse maladie unique. C'est la meilleure solution pour les malades car elle se consacrera à l'amélioration des soins plutôt qu'à la chasse aux assurés jeunes ou en bonne santé, argumentent-ils.

Tout le monde peut tomber malade un jour, a relevé devant la presse à Berne Peter Studer, président des 16'000 médecins-assistants et chefs de clinique helvétiques. Les prestations de santé doivent répondre aux besoins des personnes atteintes dans leur santé même si elles ne représentent que 10% des assurés.

Les caisses consacrent actuellement une bonne part de leur énergie à attirer "par tous les moyens" les bons risques dans l'assurance de base. Les petites découragent les patients qui ont besoin de traitements chers en faisant du remboursement des prestations pointues un véritable parcours du combattant, analyse le Dr Studer.

Dépassées par la complexité du système, elles font perdre énormément de temps aux médecins hospitaliers par des formulaires en surnombre. Dans le domaine ambulatoire, les assureurs font pression en faveur d'une médecine expéditive visant le bénéfice immédiat.

"Tout est fait pour dissuader les médecins de premier recours de prodiguer des soins efficaces aux malades chroniques comme les séropositifs ou les diabétiques", constate dans sa pratique Christian Jordi, représentant de la société alémanique des médecins indépendants "VUA".

De l'avis des deux praticiens, la majorité des médecins de la FMH (23'000 adhérents) voit la Caisse maladie unique d'un bon oeil: ils font de meilleures expériences avec la SUVA ou l'AI qu'avec la LAMal actuelle. Les médecins techniciens sont les moins convaincus.

Les assurés doivent savoir qu'ils ne paieront pas plus pour des soins de meilleure qualité. Si un cinquième des coûts de la santé va actuellement au frais administratifs en Suisse, la part de la bureaucratie se limiterait à 2% dans la Caisse unique, a indiqué Beat Ringger, secrétaire général du Syndicat suisse des services publics. "Ce qui sera économisé pourra être investi dans les soins et dans la prévention".ême titre que les fournisseurs de soins et que les autorités.